

LE POING

LE JOURNAL DES JEUNES COMMUNISTES
D'ILLE-ET-VILAINE - MARS 2011

EDITO

Un vent de liberté souffle sur le monde arabe. Des manifestations ont lieu partout, des dictateurs sont tombés, les cartes sont chamboulées. Les peuples se sont mis en marche, et leurs pas de géants représentent une grande espérance pour l'Humanité toute entière. Rien n'est pourtant gagné. Les capitalistes viennent de perdre certains de leurs pions, mais ils vont tout faire pour reprendre la main dans ce monde arabe qui plus d'une fois s'est rebellé contre eux. S'il n'y arrivent pas avec leurs intrigues et leurs complots de palais, ils disposent toujours de l'épée nord-américaine, prête à s'abattre à tout moment sur les populations innocentes... En ce printemps des peuples du monde arabe, de nombreuses fleurs apparaissent : sûrement trop pour que l'empire puisse toutes les couper.

Pendant que les dictateurs véreux fuient leur pays la queue entre les jambes, nos ministres vacanciers, une fois de plus, jettent la honte sur notre pays. Lorsqu'une classe politique dîne à la table de Ben Ali, se lie avec les Bettencourt, se pavane au Fouquet's ou sur le Yacht de Bolloré, ne peut-on parler de ploutocratie ? Sans la moindre vergogne, ceux qui ont été élus par le peuple ne servent les intérêts que des riches, et pour cause, ce sont leurs amis et ils font tous partis du même petit club privé d'exploiteurs.

Pendant que la droite chausse ses tongs et trinque avec les dictateurs, les Jeunes Communistes, avec le Front de Gauche, mènent campagne pour l'élection cantonale, une élection que le gouvernement, afin de minimiser la gifle qu'il va sûrement se prendre, aimerait passer sous silence. Mais nous ne le laisserons pas faire. Parce que nous sommes nous, attachés à la démocratie, nous portons en avant, avec l'entrain et la motivation qui nous caractérisent, les couleurs d'une gauche désireuse de rompre avec le capitalisme. Nous souhaitons proposer une alternative crédible, plaçant l'Humain au centre de la société que nous voulons construire sur les ruines de l'ordre bourgeois ! Parce que le communisme s'exprime au quotidien, nous portons dans les urnes la même rage que nous portons dans la rue. Tous ensemble nous sommes une force, tous ensemble nous sommes un Poing !

Fanch



SOMMAIRE

Qui gouverne le peuple ? : la politique au service de l'économie

p.2

Camarades en campagne : des jeunes communistes candidats aux cantonales

p.3

Un monde qui marche sur sa tête : analyse de la crise

p.6

Laïcité ! Encore ?

p. 8

Retour sur la Tunisie : description d'une révolution

p. 9

Le Poing dans la gueule de ... Benjamin Lancar !

p.10

Mots croisés cocos

p.10



BULLETIN DE CONTACT

Je souhaite rencontrer les Jeunes Communistes d'Ille-et-Vilaine

Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Téléphone : E.mail :



A RENVoyer À : MJCF35 - 30, RUE LOUIS HÉMON - 35 200 RENNES

QUI GOUVERNE LE PEUPLE ?

DERRIÈRE LES POLITIQUES, LES PATRONS

Qui pour remplacer Liliane Bettencourt ?

Il y a peu, le Président de la République Française accueillait le premier cercle des donateurs du parti majoritaire en France. Les plus gros donneurs seulement, ceux grâce à qui l'UMP pourra financer une partie de sa campagne politique en 2012. Les financements de partis politiques par des personnes privées sont en effet tolérés dans une certaine mesure et tous y ont recours. Ce qui est plus tendancieux et plus révélateur d'une manière de faire de la politique et de gérer un pays, c'est qu'un chef d'État en personne, celui qui incarne la plus haute responsabilité politique aille directement à leur rencontre, tel un simple responsable de formation politique dont le statut ne dépasserait pas celui de chef de parti.

Sur quoi peuvent bien reposer les discussions entre un chef d'état et des représentants d'intérêts économiques privés qui vont éventuellement assurer sa réélection ? Probablement pas sur le relèvement du SMIC. La classe bourgeoise a toujours son pied dans la classe politique : le capitalisme peut continuer de fonctionner.

"Dehors le gouvernement-troïka !" - Slogan de la dernière journée de mobilisation grecque

Le Gouvernement Grec a, il y a peu (vendredi 11 février), annoncé son budget d'austérité à venir. Politique de rigueur dans laquelle le pays s'est enfermé depuis plusieurs mois, et qui, sous la houlette du FMI et devant la carotte des notes de S&P (l'agence de notation qui d'un coup de crayon peut décider qu'un pays n'est plus à même de rembourser correctement sa dette), impose libéralisation du service public, déréglementation, privatisation d'une bonne partie de l'économie grecque. La « Troïka », le groupe d'expert chargé par le FMI et la zone euro de guider le gouvernement grec dans les mesures à prendre s'est montré optimiste quant à l'allure à laquelle la crise économique allait se régler, espérons qu'il en sera de même pour les fonctionnaires qui ont déjà perdu l'équivalent de 2 mois de salaires l'année dernière.

L'important mouvement social d'il y a quelques mois avait pu montrer la colère du peuple grec face à ces décisions qui n'enrichissent qu'une classe bourgeoise pourtant déjà florissante. La protestation a repris tout aussi fort le 23 février avec l'appel à la première grève générale de 2011. A quand notre tour ?



Décolonisez ! Décolonisez ! Qu'il disait.

Avant même le résultat des élections ivoiriennes, l'ensemble de la communauté internationale accusait déjà Laurent Gbagbo d'avoir organisé des fraudes massives contre son adversaire principal Alassane Ouattara, qui garant de la liberté et de la démocratie était déjà reconnu comme élu avec le soutien de la majorité de la population. Outre la probable réciprocité de ces fraudes électorales, la rapidité de l'intervention occidentale – incomparable avec ce qui se fait actuellement en Libye – n'est pas anodine. L'actuel leader de l'opposition a en effet un parcours des plus intéressants pour qui souhaiterait voir la Côte d'Ivoire virer au libéralisme.

Premier Ministre d'Houphouët en 1990 il est le pilote de la politique de rigueur budgétaire mise en place au nom de la lutte contre la crise économique en vigueur, quatre ans plus tard il devient directeur général adjoint du FMI où il a l'occasion de travailler sa réputation auprès des grands organismes de finances internationales. Un candidat idéal donc qui a pu rapidement faire oublier à la France son opération Licorne de 2002 destinée à maintenir en place le gouvernement Gbagbo.

Corentin

CAMARADES EN CAMPAGNE

ENTREVUES

Pour les élections cantonales de 2011, les dernières avant la réforme des collectivités territoriales de 2014, certaines Jeunes Communistes de l'Ille-et-Vilaine se sont portés candidats sous la bannière du Front de Gauche. En pleine campagne, *Le Poing* a interrogé quatre d'entre eux, Gabrielle Lafaye (candidate suppléante sur Rennes Centre-Ouest), Astrid Dechaume (candidate au Grand Fougeray), Jeannie Barbier (candidate à Bain-de-Bretagne) et Vincent Halouapour connaître leurs motivations et leurs aspirations quant à cette campagne.

Malgré le vieillissement constant de la population française, la politique est aussi une affaire de jeunes à une époque où la jeunesse est dans ce pays aussi maltraitée économiquement que les travailleurs. Cet engagement dans les élections, qui n'est d'ailleurs pas le premier pour nos camarades candidates, est perçu d'abord comme un moyen de véhiculer des idées.

Pourquoi se porter candidat aux élections cantonales dont les Français semblent d'ailleurs se désintéresser ?

«Si je désire être candidate pour les cantonales, c'est avant tout pour porter les idées d'une vraie gauche. L'enjeu n'est pas tant de gagner mais bien de montrer notre présence, notre force d'opposition. Nous avons des idées, des projets porteurs qu'il nous faut défendre», répond Astrid. «Il est important de faire prendre conscience qu'il est absolument nécessaire de rompre au plus vite avec les logiques libérales en place», déclare Gabrielle. «Faire prendre conscience» : cette campagne a donc avant tout un rôle concret, celui de nouer des liens avec les citoyens et de diffuser de vraies idées de gauche. C'est ce que Jeannie nous dit : «Ces élections sont intéressantes car elle permettent de rencontrer de nombreux citoyens et d'être confronté directement "chez eux" à leur attentes, leur problèmes dans la vie de tous les jours et plus particulièrement au niveau local. D'autre part c'est l'occasion de participer à la réalisation de programmes et de propositions concrètes au service des populations...» Les cantonales sont véritablement l'occasion d'un échange entre citoyens et jeunes du Parti Communiste.

Au-delà d'une diffusion des idées de gauche, quel est l'enjeu de ces cantonales (d'autant plus qu'avec la réforme des collectivités territoriales, les élections cantonales vont disparaître) ?

Gabrielle : «ces élections sont l'occasion d'ouvrir un temps fort de débat sur l'avenir du conseil général suite à la réforme des collectivités territoriales votée par la droite ; réforme qui attaque de front les principes de la démocratie et porte ainsi gravement atteinte à la souveraineté du peuple. Elles constituent donc un enjeu local important. Mais nous remarquons également tout l'enjeu national qu'elles comportent puisqu'il faut savoir qu'elles interviennent à un moment où le gouvernement Sarkozy a été totalement délégitimé par la récente mobilisation sociale.» Jeannie insiste sur cette dimension de politique locale : «c'est d'abord rappeler que les électeurs ont un pouvoir réel car ils ne sont pas noyés dans la masse nationale donc leurs voix comptent d'autant plus et qu'en votant ils choisissent une orientation politique claire et concrète. Bref si les promesses ne sont pas tenues, c'est visible et on peut facilement pointer cela du doigt quand on croise son élu...» Astrid quant à elle rappelle un facteur important de ces cantonales : «c'est évidemment les sénatoriales de septembre 2011 dont personne ne parle. Ce sont les conseillers généraux qui votent à ces élections, et si lors de ces cantonales, la gauche l'emporte, le Sénat peut alors lui aussi passer à gauche ! Si tel avait été le cas au moment de la réforme des retraites, tout se serait joué différemment et peut être que la contestation sociale aurait été écoutée !» Face à la réforme gouvernementale et au silence des médias face à celle-ci nos jeunes candidates communistes veulent porter des valeurs de gauche.

Quel est votre programme pour ces cantonales ? Sur quoi désirez-vous mettre l'accent auprès des travailleurs et citoyens d'Ille-et-Vilaine ?

Gabrielle et son candidat titulaire Sylvain Dajoux (membre du mouvement Rouges et Verts) ont abordé les compétences du Conseil général point par point : « l'emploi (ex : favoriser l'accès à l'emploi grâce à des transports en commun mieux adaptés, construction de logements sociaux) ; la *défense des services publics* ; les *aides sociales* (permettre aux PMI d'être accessibles à tous les citoyens, que les CDAS puissent répondre aux besoins des personnes touchées par la crise) ; la *fiscalité* (proposer une autre réforme territoriale et une autre fiscalité locale, revenir sur les aides consenties aux grandes entreprises, etc) ; et l'*écologie* (ne plus culpabiliser les citoyens et aller au delà de la logique de « capitalisme vert »)».

Jeannie, partisane également de la défense des services publics, insiste sur le logement, compétence majeure du département, étant donné que depuis 2005, le Conseil Général gère seul le Fonds de solidarité au logement : « le droit au logement pour tous en favorisant l'accès à la propriété des classes populaires et moyennes et la création de logements sociaux afin de respecter la Loi SRU (20% de logements sociaux dans toutes les communes) », et cela également pour les retraités, dont le gouvernement ne prend en compte que l'inquiétude pour s'assurer des succès électoraux sans jamais proposer de solutions concrètes : « il manque 5000 places en maison de retraite et foyer-logements de proximité sur le département. Il faut anticiper le vieillissement de la population en augmentant l'allocation personnalisée d'autonomie. »

Astrid et Jeannie, toutes deux candidates titulaires sur des cantons ruraux, insistent bien sur la nécessité d'un développement des transports en commun et d'une nouvelle politique agricole. Pour Astrid, « il est essentiel pour les petit canton, comme le Grand Fougeray où je suis candidate, d'être mieux desservi par les transports en commun, qu'il s'agisse de ligne de car ou de trains. Il est important de revaloriser le transports afin que le canton ne se retrouvent pas isolé. De même il nous faut des mesures sur les prix de ces transports afin que ceux-ci soit accessible à tous. » Jeannie propose une série de mesures emblématiques pour redresser l'agriculture, secteur où les paysans ont de plus en plus de mal à survivre. Tout comme Astrid, elle insiste sur la nécessité des « circuits courts entre consommateurs et produits locaux » afin de permettre la survie de nombreux agriculteurs locaux et de développer un environnement plus sain.

Les élections cantonales sont également l'enjeu de démarches culturelles comme le souligne Vincent : «il faut réussir à faire construire des places socio-culturelles dans lequel les travailleurs du canton pourront venir jouir des pratiques culturelles accesibles dans le département à un prix modéré.» Le canton est un échelon local de la démocratie dont les citoyens doivent s'emparer pour qu'il ne soit pas l'objet des seuls désirs de l'élu : «Il faut créer des conseils de canton qui permettent d'élaborer collectivement les politiques défendues par le conseiller général du canton. Que cette voix soit celles des habitants du canton.»

En parlant d'agriculture, comment aborder ces cantons ruraux lorsqu'on se présente comme un candidat du Parti Communiste (sous l'étiquette Front de Gauche), Parti qui a tendance à être assimilé plutôt aux ouvriers qu'aux paysans et qui, malgré ses campagnes au cours du XX^{ème} siècle visant à rectifier ce problème, a souvent été un peu délaissé par les agriculteurs ?

Jeannie est très concernée par ce problème de l'agriculture et voit tout le rôle que les communistes ont à jouer dans ce domaine : « Etant donné que je suis fille d'agriculteur cela me tient particulièrement à cœur surtout au vu des difficultés que connaissent les agriculteurs dans toutes les branches... Quand on est communiste et que l'on défend la collectivisation notamment, ce n'est pas contradictoire avec la propriété car au final beaucoup d'agriculteurs travaillent avec des coopératives de matériels, de collectes de céréales ; les GAEC (entreprises coopératives) se multiplient ... Être communiste c'est aussi prôner la reconnaissance du travail au service de la société et quel autre domaine que celui l'agriculture est primordial et nécessite une certaine reconnaissance qui aujourd'hui n'existe plus. Aujourd'hui l'agriculture souffre (pauvreté, endettement, vente à perte, suicides...) et demande de l'aide, mais aussi se bat. De nombreuses

révoltes s'organise même au niveau européen. Les communistes doivent activement se préoccuper de l'agriculture et proposer d'autres modèles d'agriculture car aujourd'hui la lutte des classes fait rage au sein même des agriculteurs entre de riches propriétaires et les plus petits car les aides de la PAC sont données en fonction des productions et donc pour les plus grands propriétaires... »

L'agriculture n'échappe pas au capitalisme ; il est donc évident selon Vincent que « les communistes ont énormément de projets sur la question. Il est complètement anormal que de jeunes agriculteurs voient leurs terres confisquées par les grands groupes agro-alimentaires. Le Conseil général doit également aider les exploitations déjà existantes à se moderniser et permettre à celles-ci de se libérer du dictat de la grande distribution en créant des zones de ventes directes du producteur à l'habitant. Nos agriculteurs locaux sont capables de produire de la nourriture de qualité pour l'ensemble des habitants.»



Ce sont, comme on l'a dit, les dernières élections cantonales. Comment comprendre cette réforme des collectivités territoriales ?

Pour Jeannie, il s'agit bien évidemment «d'une manipulation de l'UMP pour empêcher la gauche d'intervenir directement et localement contre la politique libérale. il faut se rapeler les campagnes de pub organisé par l'ump l'an dernier disant que dans les régions il ne se passait rien alors qu'à ce moment là les 3/4 voir plus étaient majoritairement à gauche... Ils ont fait passer cette loi en catimini et évidemment presque personne n'est au courant (merci les médias) et le pire c'est aussi que les citoyens ne connaissent pas les compétences du conseil général et donc la perte énorme que cette réforme va représenter.» De plus, comme l'explique Vincent, «L'idée de substituer des superstructures formées par des élus par cooptation est à l'opposé complète des idées communistes qui préfèrent rapprocher la politique des travailleurs plutôt que de les en éloigner au profit d'une élite technocrate.» Cette réforme est claire pour Gabrielle : «elle veut réduire l'intervention citoyenne et « écraser » la solidarité»

Cela change-t-il quelque chose dans la manière d'aborder la campagne lorsqu'on est présenté sous l'étiquette Front de Gauche ?

Du point de vue interne, inter-organisations, « il y a plus de confrontation des idées cela oblige tt le monde à réfléchir collectivement et avoir une plus grande richesse dans les idées...», selon Jeannie. Cependant pour Vincent, il reste une réalité de terrain : le PCF reste le parti majoritaire du Front de Gauche en termes de militants. «Pour moi cela ne change pas vraiment, car les autres formations politiques ne sont pas présentes sur mon canton.» En ce qui concerne le point de vue des citoyens, il y a généralement un meilleur accueil de la part des habitants. C'est peut-être là l'atout fondamental du Front de Gauche, un outil pour renouer le contact avec les travailleurs.

Merci aux camarades d'avoir répondu aux questions. Et bonne campagne !

UN MONDE QUI MARCHE SUR SA TÊTE

ANALYSE DE LA CRISE

Le 14 Septembre 2008, la banque Lehman Brothers éclate annonçant au monde l'effondrement du système capitaliste. Le mal qui rongait le système de l'intérieur allant de la faillite des fonds d'investissement à la détérioration des valeurs boursières, est arrivé à un stade terminal où les calmants (injections rapides de liquidités) n'avaient plus d'effet. Des pertes par milliers de milliards sont enregistrées, un marché monétaire asséché, des milliers de travailleurs abandonnés au milieu de nulle part, une consommation inexistante etc. Du côté des gouvernants on a assisté à la plus grande partie du spectacle, réunions, G 8, G 20, plans de sauvetage, Plan Paulson etc. réunions qui se rapprochaient plus de campagnes people que de responsables qui cherchent des solutions aux problèmes. Il y a eu plus de prises de photos que de décisions importantes.

De telles choses ne se produisent pas d'elles-mêmes, au contraire vu leur ampleur elles nécessitent l'effort conjugué d'une multitude d'acteurs travaillant corps et âmes et suivant de façon dogmatique un ordre d'idées. Tout esprit averti ou doté d'un minimum de bon sens ne pouvait que voir la catastrophe venir, mais personne ne pouvait voir ni n'avait le droit de regarder parce que c'est « la loi du marché » qui régit le monde et personne n'a le droit de la mettre en cause, c'est le « laissez faire sacré » et « la main invisible » qui amèneront le monde à une situation optimale.

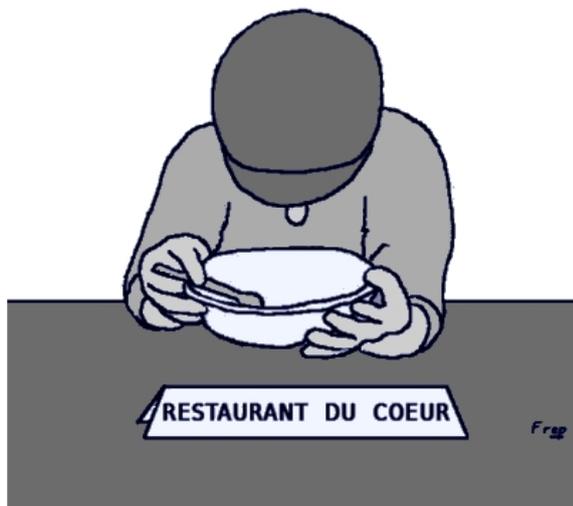
Entre la terreur de piétiner « les frontières sacrées » de l'idéologie et la poursuite du gain, la richesse s'est concentrée entre les mains d'une minorité qui a exploité et spolié la majorité. Le « fétichisme de l'argent » c'est-à-dire le gain pour le gain qui est la seule et l'unique motivation du capitalisme est en soi une source de crise. La « plus value » (la différence entre le prix de revient d'une marchandise et son prix de vente) conduit à une suraccumulation de richesse –crise- si elle

n'est pas partagée équitablement entre les différents acteurs (producteurs et consommateurs), parce que le monde a une somme nulle et ce qui est gagné (spolié) par une partie est perdu par l'autre. En d'autres termes si les salariés sont sous payés, la fraction de salaire qu'on leur vole va être ajoutée au cycle de production suivant et en même temps la consommation sera réduite de la même fraction, ce qui fait que c'est une surproduction qui se forme sans être accompagnée par une hausse de la consommation et au fur et à mesure que la surproduction devient importante on s'approche de plus en plus de la crise. Parce que la production, si elle n'est pas consommée, devient un fardeau, des stocks remplis conduisent à une diminution voir à l'arrêt de la production ce qui dans les deux cas conduit à moins d'emplois et moins de salaires. La production dans ce cas est un problème comme le souligne ainsi Karl Marx : *«Dire de la production croissante qu'elle a besoin d'un marché de plus en plus étendu et qu'elle se développe plus rapidement que celui-ci, c'est exprimer, sous sa forme réelle et non plus abstraite, le phénomène à expliquer. Le marché s'agrandit moins vite que la production... »*

Pour agrandir le marché la mondialisation a été vue comme le remède miracle, c'est ce qui a conduit au cours des années 1980 à ce qu'on a appelé les politiques d'ajustements structurels qui en gros conseillaient au pays de privatiser leurs économies et d'alléger les barrières douanières. Hélas ce fut insuffisant ! La majorité de ces pays était des pays du tiers monde et leur pouvoir d'achat ne correspondait pas à la production des pays industrialisés à haute consommation de capitaux. Il fallait trouver un moyen de booster la consommation intérieure et qui permettrait surtout de faire du profit ! Le remède miracle fut le crédit. Les banques donnent du crédit aux gens qu'elles vendent par la suite empochant une commission au passage, et comme le nombre de commissions augmente avec le nombre de crédits accordés, elles ont donné du crédit à tout le monde sans se poser la question « est ce qu'il peut le

rembourser ou pas », elles ont même changé de slogans. A la place de leur slogan habituel « on ne prête qu'aux riches » les banquiers ont commencé à répéter « nous prêtons l'argent à ceux qui en ont besoin ». Qui peut être trompé par la générosité des banquiers ?

**TRAVAILLEURS !
GRACE AU CAPITALISME FINANCIER
VOTRE AVENIR EST ASSURÉ !**



Les banques ont commencé à donner le crédit à tout le monde et comme il est vendu il y a eu une demande importante des crédits titrisés (certificat du crédit donnant à son détenteur le droit de recevoir le remboursement de la dette et son intérêt), ce qui a augmenté leur valeur pendant une période jusqu'au jour où les premières difficultés de remboursement ont commencé à se manifester. Les investisseurs se sont rendus compte que les titres n'étaient pas sûrs, ils ont préféré la prudence et arrêté de les acheter. La magie de l'offre et de la demande qui surestimait les titres gonflant leurs prix s'est épuisée et de façon magique les prix ont chuté. Mais pas seulement les prix des titres, il y avait aussi les prix des produits et notamment des logements puisque la consommation était faite avec le crédit. Des trous béants ont apparus subitement dans les bilans des banques et des entreprises, dont le plus célèbre fut celui de Lehman Brothers.

Tout le processus qui a conduit à la crise n'était pas saint et avait pour seule logique la poursuite du gain et le sadisme capitaliste, mais en

regardant les mesures prises et les « plans de sauvetages » on se rend compte que le monde marche véritablement sur sa tête. Aucun débat de fond n'a été mené, aucune révision de la science économique qui a été réduite à une idéologie de classe n'a connu d'amélioration, etc. Le plan Paulson qui est le plus important -700 milliards de dollars- n'a pas eu les résultats escomptés. L'Etat qui a été éloigné des affaires économiques avait perdu de notoriété devant les banquiers qui l'obligeaient à se plier à leurs exigences. Une variante du plan Paulson connu sous le nom de programme d'investissement Public-Privé nous donne un exemple pertinent du monde à l'envers. Il consiste à faire un partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour acheter des titres en difficultés, de les garder jusqu'à que leurs valeurs augmentent et de les vendre. Mais ce n'est pas si équitable que cela en a l'air, en effet le secteur public apporte 92% des capitaux et le privé 8% et s'il y'a un profit il est divisé entre les deux à hauteur de 50% chacun. Donc quand il y a une perte l'Etat essuie 92% de cette dernière et si profit a lieu il le partage avec le privé, une socialisation des pertes et une privatisation des profits. Ainsi donc les financiers ont reçu l'argent des plans de sauvetages et l'ont partagé entre eux sous forme de bonus, de dividendes et de commissions. Le crédit ne fut pas relancé, le chômage a persisté, sans parler des saisies. En gros le plan de sauvetage était une collecte de fonds qui ont été distribués sur les banquiers, où ces derniers ont passé pour les gens en difficulté et qui, même, font pitié et que tout le monde doit aider. Le contribuable, c'est-à-dire : l'ouvrier, le secrétaire, le serveur, etc., côtisera pour que les financiers -banquiers, courtiers, actionnaires...- ne dépriment pas. Ce sont eux qui sont dans le besoin, ils ne gagneront pas assez de millions et ne poursuivront pas leur extravagance dans la vie de tous les jours, pas les millions d'être humains qui meurent ou qui ne mangent pas à leur faim, ni les pères et les mères qui ont des familles à nourrir et n'arrivent pas à trouver d'emplois, ni les malades abandonnés à leur sort sur les lits d'hôpitaux ou sous des arbres... Il est dommage qu'après six siècles d'évolutionnisme, un monde marche toujours sur sa tête.

Jemal

LAÏCITÉ ! ENCORE ?

Avec son invitation à débattre de la laïcité (ou de l'Islam on ne sait plus bien), Nicolas Sarkozy le président de tous les Français (mais pas tout à fait tous quand même) nous ressort son cache-misère. Car il faut bien le dire, c'est grâce à l'anti-immigrationnisme (entendez l'islamophobie) qu'il a été élu. L'incident de la Gare du Nord le 27 mars 2007 a influencé nombre d'électeurs dans leur choix de voter Sarkozy. Faut-il y voir une peur constante des Français, un rejet permanent de l'autre ? Non. Tout comme en 1968 après les événements de mai le résultat des élections avaient été particulièrement réactionnaires, de même en 2007 le climat de peur (dont a besoin la droite) a poussé au vote sarkoziste. Mais ce n'est pas tout : peu après son élection, lorsqu'il chute dans les sondages, Sarkozy crée le Ministère de l'Immigration et de l'Identité nationale. Suivra le début du débat sur l'identité nationale où le Ministère, avec Besson le traître à sa tête, nous demande de définir notre identité à coup de saucisson sec et de bon pinard.

Alors les Français ne sont plus dupes : ils voient clairement dans le jeu de Sarkozy avec son nouveau débat sur la laïcité. Une fois de plus, le président cherche à détourner les regards de son bilan catastrophique en matière d'économie. Il ne subit pas la crise : il y contribue en promouvant un système politique et économique désastreux. Le libre-échange à tout va ne peut mener qu'à la crise ! Sarkozy et ses plumes croient-ils nous faire croire à la rupture, avec un programme économique aussi fantôme ? Leur seul espoir de remonter dans les sondages est de s'attirer les sympathies nationalistes des partisans du FN, dont nombre d'entre eux avaient voté UMP en 2007, séduit par des termes comme Kärcher. Chez eux, Sarkozy fera mouche, et créera des dissensions entre les travailleurs français au grand plaisir des patrons comme Dassault.

Car s'agit-il vraiment de parler de laïcité, comme le dit Jean-François Copé, au moment où le FN grimpe en flèche et parle d'occupation musulmane ? Peut-on seulement y croire lorsque Sarkozy vante l'héritage chrétien de la France pour

mieux stigmatiser les musulmans ? Le gouvernement peut toujours inviter au débat, car il n'a vraiment aucune leçon à donner. C'est sur le service public (France 2) que chaque dimanche matin la messe est diffusée. Ce ne serait pas tellement un problème si ce n'était parfois l'occasion de répandre un discours anti-avortement. Mais il y a bien pire. Le gouvernement soutient même certains groupes religieux. Rappelons-nous que Nicolas Sarkozy fut Ministre de l'intérieur il n'y a pas si longtemps. Il n'est donc même plus étonnant, avec une personne ayant si peu compris la question de la laïcité, de voir que certains locaux appartenant au ministère de l'intérieur sont prêtés à la LDJ, Ligue de Défense Juive, organisation sioniste qui a été dissoute notamment en Israël et aux États-Unis pour les actes violents que ses membres commettaient, actes violents qui font parfois l'objet des médias en France également.

On voit donc que le gouvernement n'est pas si regardant que ça sur la laïcité, sauf s'il s'agit des musulmans. De quoi a-t-on entendu parler systématiquement lors de la révolte égyptienne ? De la menace islamiste qui n'avait en fait aucune raison d'être et dont on ne parle d'ailleurs déjà plus. Il n'y a que la grande majorité des médias, en chiens de garde de la pensée unique pour relayer toutes les insanités et inepties de la classe politique. De quoi pourrait-elle parler sinon ? Elle préfère le scandale médiatique qu'elle crée elle-même au scandale qui se déroule tous les jours sous ses yeux, mais devenu banal : la précarisation, la pauvreté, l'exploitation, le déni de démocratie, et la liste est longue.

La classe politique française pense hors de l'économie, sinon par quelques sacro-saints mots d'ordre de la pensée libre-échangiste. Il lui faut donc combler ses lacunes par des cache-misères. A nous communistes de combattre cette politique en sortant des cadres actuels. Il ne faut pas seulement se scandaliser de l'action du gouvernement pour dresser les citoyens les uns contre les autres. Il faut bien dénoncer le grand capital qui se cache derrière et cherche à casser toute unité de classe.

Vincent C.

RETOUR SUR LA TUNISIE

DESCRIPTION D'UNE RÉVOLUTION

Depuis décembre, les pays arabes se révoltent... Tunisie, Égypte, Libye mais aussi la Jordanie ou encore le Yémen... Ici et là, ce sont des peuples entiers qui se soulèvent contre l'autorité dictatoriale qui sévit dans ces pays.. Retour sur ces évènements qui ont déjà marqué l'histoire.

Le 17 décembre 2010, Mohamed Bouazizi, un tunisien de 26 ans, s'immole devant le siège du gouvernorat de Sidi Bouzid, ville située dans le nord-ouest du pays. Ce geste de désespoir est une manière de se révolter.. En effet, comme la majorité des jeunes de son pays, Mohammed Bouazizi n'a pas assez de revenus pour survivre, les autorités lui ayant refusé l'accord pour vendre ses fruits et légumes. Alors ce 17 décembre 2010, il s'immole en signe de protestation. Ce geste fut l'acte de réveil pour beaucoup de Tunisiens.

Les profondes inégalités et disparités régionales nourrissent un très fort sentiment de colère chez les jeunes, notamment chez les plus pauvres. Il y a un désir fort de changement, d'avenir meilleur parmi ces jeunes. De ce fait, beaucoup s'identifient à Mohammed Bouazizi et la révolte prend de l'ampleur. Ce qui n'était qu'une simple manifestation de soutien va se transformer en révolte puis révolution. Touchant d'abord les villes voisines, sensible au même contexte (fort taux de population jeunes au chômage et pauvreté), ce mouvement de révolte grandit et le 27 décembre, c'est Tunis, la capitale, qui se soulève. En parallèle, la grève générale commence et c'est plus de la moitié de la population qui est en grève en ce début janvier 2011.

Face à ces révoltes, le pouvoir en place ne sait comment réagir. Le président Zine el-Abidine Ben Ali, en fonction depuis 1987 est réputé pour avoir mis en place dans le pays un système dictatorial, réduisant au maximum les libertés du peuple. Dénonçant d'un côté les manifestations qu'il qualifie d'actes de quelques jusqu'aboutistes et de l'autre se rendant aux chevets des divers victimes qui se sont sacrifiées pour la révolution, la force du président vacille. Et le 14 janvier 2011, après près d'un mois de révolte et plus de 67 morts (suicides pour protester contre le

système en place ou assassinés par l'armée) le président défait le gouvernement alors en place et annonce de nouvelles élections législatives dans six mois. Cependant, la révolte ne faiblit pas et le président décrète alors l'état d'urgence et fuit le pays, se réfugiant en Arabie Saoudite.

Il aura donc fallu près d'un mois de révolte pour entamer la révolution tunisienne. Car, maintenant tout reste encore à reconstruire. Les gouvernements provisoires se suivent et les réformes importantes tardent à se mettre en place. Cependant, le mouvement de contestation reste sous-jacent et même si le travail a repris, beaucoup de manifestations ont encore lieu pour maintenir la pression. Cette force, ce courage deviennent vite un exemple pour les autres peuples voisins, eux aussi opprimés par des régimes dictatoriaux.

Ainsi, le peuple égyptien s'est également soulevé. Après une vingtaine de jours de révolte, le président en place depuis trente et un an, Mohammed Hosni Moubarak, démissionne et laisse le pouvoir à l'armée. Il faut ici aussi tout reconstruire mais la force du peuple est omniprésente. En Libye aussi, des contestations se forment contre Mouammar Kadhafi, président depuis 1969 mais celui-ci ne veut rien lâcher, plongeant le pays dans une guerre quasi civile.

La révolution tunisienne a permis à d'autres peuples de se réveiller. La force de contestation a contribué à obtenir des avancées sociales allant de la simple augmentation de salaire (Arabie Saoudite, Bahreïn...) à l'obtention de nouvelles élections. Ce soulèvement n'est pas le simple fruit de révolutionnaires enragées mais bien le cri de colère de peuples trop longtemps opprimés. Il y a fort à parier que ce printemps arabe, comme il a été surnommé, marque les esprits et espérons-le aussi, la vie de milliers d'hommes et de femmes. El pueblo unido, jamás será vencido.. qu'on se le dise !

Astrid

LE POING DANS LA GUEULE DE ...

BENJAMIN LANCAR

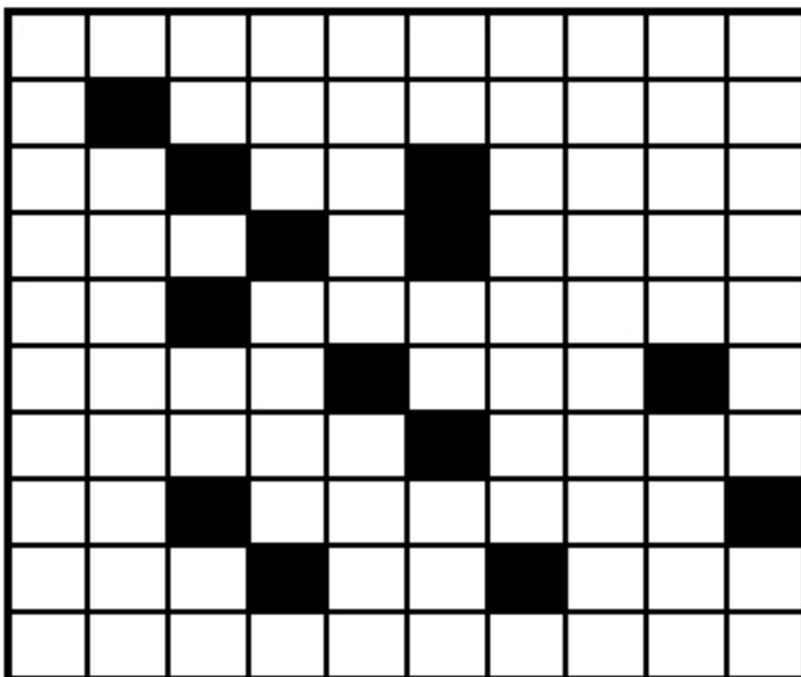
CHEF DES JEUNES POPS

Pauvre Benjamin, pauvre jeune soi-disant « populaire », qui lors de l'émission « Le bureau des pleurs » sur France 2 témoigne de son mal-être et de sa difficulté à vivre avec ses idées : « Dire qu'on est de droite aujourd'hui, c'est presque un coming-out ! ». C'est sûrement pour cela d'ailleurs, qu'il a tenté de récupérer l'image de Guy Môquet, Jeune résistant communiste fusillé par les nazis, en comparant le courage des militants qui défendaient la réforme des retraites à celui-ci durant la Résistance. Le pire dans tout ça c'est qu'il arrive dans la même intervention à congratuler l'action de Pierre Laval ! Nous qui pensions avoir tout vu des dérives de l'UMP, la nouvelle génération s'annonce prometteuse... Nous te le disons Benjamin, toi qui as été formé à l'école Sarkozy, toi l'arrogant, le minable récupérateur, les vrais héritiers de Guy Môquet s'il y en a ce sont nous, nous qui restons et qui sommes dignes des 27 qui sont mort à Châteaubriant, notamment parce que ta famille idéologique avait voté les pleins pouvoirs à Pétain ! Parlons de Châteaubriant, ce lieu tragique où Guy fut injustement fusillé, y as-tu déjà mis les pieds ? Ou alors te sers-tu juste encore une fois de l'histoire des autres pour justifier la destruction de leurs acquis comme l'a fait Sarkozy au Mont Valérien ?

Une chose est certaine, si une seule chose aurait eu légitimité à être fusillée ce 22 octobre 1941, c'est ton idéologie !

Guénolé

MOTS CROISÉS



Horizontalement

1. Nous le sommes tous. 2. Avec Milosevic et l'OTAN, ils en ont pris plein la gueule.
3. Refus enfantin. - Préfixe double. - Démon japonais. 4. Il est sélectif et fait croire qu'on sauve la planète. - Déterminée par la matière. 5. Club marseillais. - Citoyen du monde. 6. Communiste angolais. - Boisson apprécié de la JC35 (comme toutes les autres). 7. Écrivain communiste brésilien. - Autre nom d'un pays en pleine crise. 8. Article. - Coule en Haute-Savoie. 9. École à politiciens. - Paresseux - Titre Interbancaire de Paiement. 10. Ils s'installent !

Verticalement

- A. La JC35 y participe en mars. B. URSS et USA faisaient la course pour l'avoir. C. Abréviation : les Ossis ne roulaient pas dessus. - La tienne. - Fleuve D. Cyclomoteur abrégé. - Démographe français de gauche. E. L'ouvrier y va entre le métro et le dodo. - Ville du Maroc. F. Refus anglais. - Personne dans une manif' qui ne manifeste pas. - "Un c'est l'...". G. Peuple bicéphale. H. Révolutionnaire mexicain. I. Classée - Fleuvre frontalier. J. L'existence la précède selon Sartre. - Repaire de politicards carriéristes.